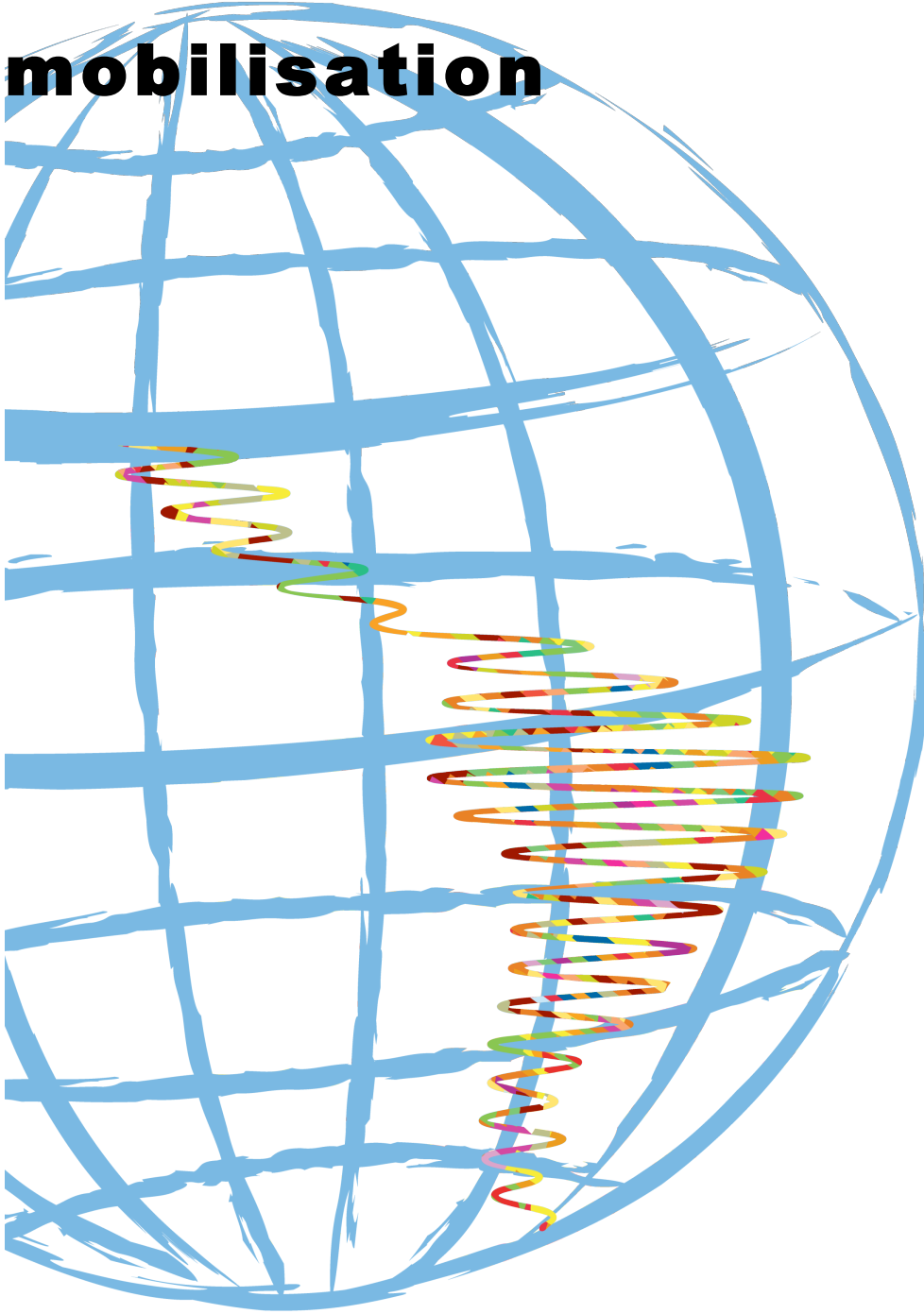


# **Grève étudiante au Chili : Origine et revendications de la mobilisation**



**SIMON MORIN**

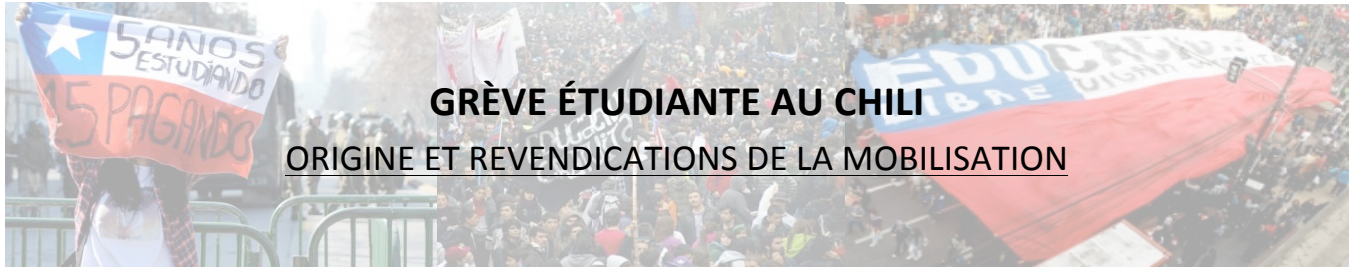
**FÉVRIER 2012**

**CHAIRE**

**Nycole Turmel  
sur les espaces publics  
et les innovations politiques**

**RÉSUMÉ :**

La mobilisation étudiante au Chili a semé beaucoup d'émotion au cours de la dernière année. Sa popularité a dépassé les frontières nationales atteignant la sensibilité de l'opinion publique internationale. Cependant, bien que l'ampleur et les motivations des étudiants aient été diffusées largement, les origines et les difficultés de la contestation ont été beaucoup moins renseignées. L'objectif de cet article est de fournir cet apport complémentaire par la discussion des structures institutionnelles, politiques et socioculturelles dans lesquelles s'est insérée la mobilisation des étudiants chiliens. L'idée principale défendue est que la mobilisation étudiante au Chili est le legs de la dictature militaire des années 70 et 80.



## GRÈVE ÉTUDIANTE AU CHILI

### ORIGINE ET REVENDICATIONS DE LA MOBILISATION

Le Chili a été confronté, au cours de la dernière année, à une des plus importantes vagues de contestation depuis son retour à la démocratie en mars 1990. Dès le mois d'avril, les étudiants se sont mobilisés pour revendiquer une réforme en profondeur de leur système d'éducation, en grande partie privatisé durant la dictature militaire de 1973 à 1990. L'association étudiante de l'Université centrale du Chili a été la première à déclencher la grève générale illimitée, contre la modification du statut de leur université au profit de la société d'investissement Nord-Sud.<sup>1</sup> Rassemblant les étudiants aux études supérieures et du niveau secondaire, le mouvement prit rapidement des proportions nationales sans précédent. En juin, plus de 600 collèges étaient paralysés par la grève étudiante et des centaines de milliers de personnes défilaient chaque semaine dans les rues de Santiago pour manifester leur désarroi vis-à-vis du gouvernement de Sebastián Piñera. La manifestation du 30 juin dernier, particulièrement, rejoignit à elle seule près de 400 000 contestataires, dont de nombreux parents d'élèves dénonçant le coût exorbitant de l'éducation.<sup>2</sup>

Néanmoins, malgré plus de 9 mois de mobilisation, le mouvement est dans une période d'accalmie. Les étudiants sont partis pour les vacances estivales et le gouvernement de Piñera juge le problème comme étant résolu. Ses réformes ont été approuvées par le Congrès alors que l'essence du modèle d'éducation qui favorise le marché et le secteur privé n'a en rien changé.<sup>3</sup> De l'avis du nouveau président de la Fédération des Étudiants de l'Université du Chili (FECH), Gabriel Boric, la mobilisation

<sup>1</sup> La Nación, *Universidad Central: Estudiantes en paro indefinido*, En ligne : <http://www.lanacion.cl/universidad-central-estudiantes-en-paro-indefinido/noticias/2011-04-04/170540.html>, page consultée le 12 décembre 2011.

<sup>2</sup> El Mostrador, *Movimiento estudiantil da sólida demostración de poder y gobierno acusa fines políticos*, En ligne : <http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2011/06/30/movimiento-estudiantil-da-solida-demostracion-de-poder-y-gobierno-acusa-fines-politicos/>, page consultée le 12 décembre 2011.

<sup>3</sup> RFI, *Chili : le mouvement des élèves et des étudiants touche-t-il à sa fin?*, En ligne : [http://www.rfi.fr/ae\\_f\\_player\\_popup/rfi\\_player#](http://www.rfi.fr/ae_f_player_popup/rfi_player#), page consultée le 12 décembre 2011.

reprendra dès la reprise des cours au mois de mars prochain considérant que les problèmes d'accessibilité et de qualité de l'éducation restent inchangés.<sup>4</sup>

Nous profitons donc de la relâche au Chili pour analyser l'évolution de cette mobilisation collective. Que s'est-il passé pour que le mouvement étudiant atteigne un tel pouvoir de mobilisation, sans pour autant trouver réponse à ses revendications?

### *Déclenchement et évolution de la mobilisation étudiante*

La sociologie politique offre deux approches pour aborder l'analyse de la mobilisation sociale. La première concerne les attitudes individuelles et pose le mécontentement comme étant à l'origine de la mobilisation induite par la perception d'un écart entre les attentes et la situation dans laquelle se trouvent des individus.<sup>5</sup> Le contexte politique chilien est particulièrement intéressant à analyser de ce point de vue puisqu'il est un des pays les plus riches et des plus inégalitaires de l'Amérique latine. En 2010, par exemple, le produit intérieur brut du Chili s'élevait à 15,400 US\$ par habitant, soit le plus élevé du sous-continent américain. En comparaison, la répartition de ce revenu était le plus inégalitaire parmi les pays de l'OCDE avec un indice de GINI de 52,1.<sup>6</sup> Une telle situation, dans les termes du sociologue Ted Gurr, peuvent être défini comme une privation aspirationnelle, c'est-à-dire, une situation dans laquelle les individus ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte d'une vague de progrès dont ils sont les seuls à ne pas bénéficier.<sup>7</sup>

La seconde approche est l'analyse des structures d'opportunités politiques. Elle concerne le contexte politique et l'état du jeu institutionnel dans lequel se développe et évolue une mobilisation. À partir des succès et des difficultés d'un mouvement social, Sidney Tarrow, notamment, à montrer par l'analyse des structures que l'activité contestataire est étroitement dépendante des facteurs conjoncturels, et spécialement de l'état du contexte politique.<sup>8</sup> Dans le cas de la mobilisation étudiante

---

<sup>4</sup> FECH, *Discurso Gabriel Boric cambio de Mando FECH 2012*, En ligne : <http://fech.cl/blog/2011/12/27/discurso-gabriel-boric-cambio-de-mando-fech-2012/>, page consultée le 4 janvier 2012.

<sup>5</sup> Lillian Mathieu, « Qu'est-ce qui déclenche les mobilisations? », Chapitre 2, In *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*, p.41, Paris : Textuel, 2004.

<sup>6</sup> PNUD, *Rapport sur le développement humain; Durabilité et Équité Un meilleur avenir pour tous*, New York : PNUD, 2011, p.153.

<sup>7</sup> Lillian Mathieu, *op. cit.* p.42.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p.53.

au Chili, elle permet de défendre l'idée selon laquelle l'héritage de la dictature militaire d'Augusto Pinochet est au coeur de la mobilisation étudiante de 2011.

Dans cette veine, nous aborderons, tout d'abord, l'héritage institutionnel de la dictature soutenant que les problèmes d'accessibilité et de qualité de l'éducation sont étroitement liés aux réformes administratives et financières des années 1980. Fondée autour de l'idéologie néolibérale, la dictature a complètement transformé les fondements du système d'éducation jugés trop coûteux et surtout peu dynamiques. Ensuite, nous aborderons la structure du système politique en relation avec la difficulté du mouvement étudiant à y trouver une représentation adéquate. Aux prises avec un système des plus complexes hérité de la transition démocratique de 1990, l'ouverture aux revendications étudiantes est contrainte par une structure unique empêchant toute « dérive à gauche » des politiques publiques. Enfin, l'ampleur prise par le mouvement étudiant s'est inscrite dans une vague de mécontentement beaucoup plus large et, surtout, critique de l'héritage économique et politique de la dictature.

### **UN SYSTÈME D'ÉDUCATION HÉRITÉE DE LA DICTATURE MILITAIRE**

La dictature du Général Augusto Pinochet a été un moment décisif de l'histoire politique du Chili. Inspirée par le néolibéralisme de Milton Friedman, le régime s'est instauré avec le coup d'État contre le gouvernement socialiste de Salvador Allende le 11 septembre 1973. Pendant plus de 15 ans, la dictature de Pinochet a cherché à ancrer définitivement la croissance économique du pays grâce à différentes mesures économiques, dont la contraction de la taille de l'État, la libéralisation des frontières au commerce, la privatisation des services sociaux et la déréglementation socioéconomique et environnementale.<sup>9</sup> Le système d'éducation n'a pas fait exception à ce processus de libéralisation sauvage. Les réformes entreprises entre 1980 et 1981 ont profondément transformé le fonctionnement du système d'éducation à l'origine de ses problèmes d'accessibilité et de qualité de formation.

---

<sup>9</sup> Les Chicago boys désignent un groupe d'économistes formé l'Université Chicago par Milton Friedman et ayant occupé des fonctions administratives de haut rang dans la fonction politique chilienne. Pour plus d'information, consulter : Naomi Klein, *La stratégie du choc ; La montée d'un capitalisme du désastre*, Lémac Éditeur : Toronto, 2008, p.134.

## Un système d'éducation mixte et décentralisé

Le système d'éducation au Chili est constitué de quatre niveaux d'apprentissage. La maternelle et le primaire fournissent les connaissances de base aux étudiants chiliens tandis que le niveau secondaire et l'éducation supérieure forment les travailleurs de demain.<sup>10</sup> Une première caractéristique de ce système est la nature mixte de son administration, publique et privée.<sup>11</sup> En effet, trois types d'institutions peuvent en être distingués : les institutions publiques, lesquelles sont administrées par les municipalités; les institutions semi-publiques gérées par des institutions privées ou religieuses avec l'appui financier de l'État; et, les établissements privés complètement indépendants de l'État.<sup>12</sup> Cette réalité, toujours d'actualité aujourd'hui, découle de la réforme de 1980 par laquelle la dictature ouvrit le système d'éducation aux entreprises privées, sous le motif de rendre le système plus efficace. De son avis, la compétition qui émergerait entre les différentes écoles assurerait une meilleure utilisation des fonds publics ainsi qu'une formation plus complète axée sur les besoins du marché. En conséquence, le nombre d'établissements privés s'est multiplié de façon exponentielle au cours des années 80 et 90, et près du tiers des étudiants sont passés du secteur public aux secteurs privé et semi-privé.<sup>13</sup> Par exemple, le système d'éducation compte actuellement 196 établissements d'éducation supérieure dont seulement 16 sont des universités publiques.<sup>14</sup>

Une seconde caractéristique est l'organisation décentralisée de l'éducation. En vertu de *Loi générale sur l'Éducation*, les municipalités sont responsables des écoles et des lycées publics jusqu'au niveau secondaire. Elles sont en charge d'engager les enseignements, d'administrer les établissements et surtout de veiller à la saine gestion financière dont elles sont les seules garantes. Adoptée en 1981, cette mesure visait à responsabiliser les communautés locales face à l'éducation de leurs enfants et de manière à ce que leurs formations répondent plus directement aux besoins économiques locaux et régionaux.<sup>15</sup> De plus, faut-il ajouter, cette décentralisation s'est accompagnée d'une réforme drastique

---

<sup>10</sup> Pour plus d'information sur les différents types d'institutions et sur les différents parcours scolaires, consulter : Renzo Donayre et Anghela Inga, « Conflictu estudiantil en Chile : la educación en debate », *Revista andina de estudios políticos*, no 7 (2011), p.4-5.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>12</sup> *Ibid.* p.5.

<sup>13</sup> Cristián Cox, *op. cit.*, p.8.

<sup>14</sup> Renzo Donayre et Anghela Inga, *op. cit.*, p.6.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.6.

du modèle de financement. Sous prétexte que l'État n'avait pas à imposer son système d'éducation, mais plutôt à privilégier le libre-choix des parents dans la sélection d'une école, le gouvernement réduisit sa participation à un simple rôle de subvention des écoles (public et semi-public) sur la base des inscriptions. De l'avis de Pinochet, cette mesure promouvait une saine compétition entre les écoles garantes de la qualité des formations. Malheureusement, l'État ne fournit jamais l'information nécessaire pour informer les citoyens sur les rendements des écoles, et ce, particulièrement dans le cas des écoles municipales qui n'ont jamais détenu l'autonomie nécessaire pour être évaluées.<sup>16</sup>

### Démocratisation de l'éducation

L'accessibilité aux études est un des principaux fers de lance du mouvement étudiant. En faveur de sa démocratisation, le mouvement revendique une réforme en profondeur du système d'éducation en plus d'une plus grande participation de l'État dans son financement. L'héritage de la dictature est au centre de ces revendications, et cela, pour essentiellement deux raisons. Premièrement, parce que les réformes adoptées sous Pinochet ont transféré le fardeau financier des études aux étudiants. En effet, en 1980, l'État ne transforma pas que son modèle de financement, mais réduisit aussi substantiellement son budget en éducation, soit 50 %.<sup>17</sup> Encore aujourd'hui, la participation de l'État reste largement inférieure à ce qu'elle avait été avant le coup d'État de 1973. Par exemple, l'État participe pour moins de 25 % des ressources du système d'éducation alors qu'elles étaient de l'ordre 80 % à 90 % dans les années 70.<sup>18</sup> En conséquence, le coût des inscriptions est devenu astronomique. Dans un pays où le salaire moyen est de 512 000 pesos mensuels (environ 1035 dollars canadiens), le prix de l'éducation s'établit entre 170 000 et 400 000 pesos par mois, soit plus que le salaire minimum et en moyenne plus de la moitié du salaire moyen.<sup>19</sup> Résultat, environ 70 % des étudiants s'endettent pour payer leurs études et 40 % d'entre eux abandonnent pour des raisons financières.<sup>20</sup> De plus, des 60 % restant, seulement la moitié obtient un travail correspondant à son niveau académique.<sup>21</sup>

---

<sup>16</sup> Cristián Cox, *op. cit.*

<sup>17</sup> *Idem.*

<sup>18</sup> Hervé Kempf, *op. cit.*, p.12.

<sup>19</sup> *Idem.*

<sup>20</sup> *Ibid.*, p.13.

<sup>21</sup> *Idem.*

Deuxièmement, la nature mixte du système d'éducation réduit considérablement l'accessibilité des couches les plus pauvres à l'éducation. Comme le montre Rodrigo Cornejo, par une analyse basée sur le revenu familial, une segmentation sociale est

Fréquentation scolaire par quintile de revenu familial						
	I + II		III		IV + V	
	1990	2000	1990	2000	1990	2000
<b>PUBLIC</b>	21%	10%	13%	13%	66%	77%
<b>SEMI-PUBLIC</b>	47%	41%	23%	24%	30%	35%
<b>PRIVÉ</b>	63%	68%	19%	18%	18%	14%

Source : Rodrigo Cornejo, *op. cit.*, p.125.

appréciable entre les différents types d'institutions publique, semi-publique et privée. Les étudiants dont le revenu familial se situe dans les deux derniers quintiles, les classes moins fortunées, se concentrent dans les établissements publics alors que les étudiants et les étudiantes dont le revenu familial fait partie du premier et deuxième quintile, les plus fortunées, se concentrent dans les établissements privés. Entre 1990 et 2000, par exemple, le nombre d'étudiants moins fortunés fréquentant des établissements publics a augmenté de 11 % tandis qu'il s'est réduit de 11 % pour les étudiants plus fortunés.<sup>22</sup> De l'avis du mouvement étudiant, cette polarisation est problématique dans la mesure où les institutions privées fournissent une éducation de meilleure qualité que les institutions publiques et semi-publiques. Elles offrent également l'avantage de déboucher sur les meilleurs emplois que ce soit dans l'administration publique qu'à l'intérieur des grandes entreprises nationales et internationales. De plus, comme certaines institutions privées et semi-privées exigent des tests d'admission en plus du coût supérieur d'admission, tous n'ont pas la même chance d'accéder à une éducation de qualité, ce qui est particulièrement vrai pour les étudiants fréquentant des écoles municipales.<sup>23</sup>

### Pour une éducation de qualité

Le second fer de lance du mouvement étudiant est la qualité de l'éducation. Les étudiants revendiquent des écoles accessibles, mais surtout des formations de qualité. L'obstacle à une telle

<sup>22</sup> Rodrigo Cornejo, « El experimento educativo chileno 20 años después : una mirada crítica a los logros y falencias del sistema escolar », REICE, vol. 4, no. 1, p.125.

<sup>23</sup> FECH, *op. cit.*

demande s'appuie sur les bases institutionnelles héritées de la dictature. D'une part, les coupures budgétaires n'ont pas seulement fait pression sur le prix des études, mais aussi sur les ressources des écoles. En effet, les ressources techniques des différentes administrations académiques se sont drastiquement détériorées au cours des années 80 et 90. Par exemple, sur les 345 institutions scolaires administrées par les municipalités seulement 120 disposent d'une équipe de professionnel spécialisée dans l'aide pédagogique. De plus, de ce nombre, seulement 32 comptent parmi son équipe un appui au développement de cas en difficultés.<sup>24</sup> D'autre part, le modèle de financement n'aide en rien ce manque chronique de ressource puisque les municipalités comptant moins d'étudiants ont souvent besoin d'autant de ressources, sinon plus pour répondre aux problèmes de leurs étudiants en difficultés. Elles ne sont pas à même comme les écoles à plus grande fréquentation de réaliser des économies d'échelles.

Le problème de la qualité de l'éducation ne concerne pas que les institutions publiques. Les institutions semi-privées présentent aussi de grandes disparités dans la qualité de leur service. D'abord, bien que le dégagement de profit est interdit par la loi, plusieurs enquêtes ont révélé le détournement des fonds en faveur des responsables et des propriétaires de ces institutions. « Les universités fonctionnent comme des entreprises : elles cherchent à dégager des profits. Une loi de 1981 les en empêche, mais elle a été contournée par la création de filiales qui permet aux universités de se louer leurs propres bâtiments à des prix élevés.<sup>25</sup> » Ainsi, une pression est exercée sur la qualité des formations pour réduire les coûts le plus possible. Soucieuse d'obtenir un maximum de subventions, les écoles semi-publiques définissent aussi des programmes sur mesure en fonctions des critères du ministère, et ce, sans mobiliser plus de ressource qu'il n'en faut, ce qui fait pression sur la qualité des services donnés. Ensuite, la culture de gestion entérinée dans les années 80 a créé un véritable laxisme dans la surveillance académique. Dans le but d'encourager la multiplication des écoles privées, l'État a réduit les exigences à l'ouverture de nouvelles écoles. La liberté d'enseignement était la règle et tout citoyen désireux d'ouvrir son propre établissement était libre de le faire sans avoir à répondre à des exigences précises en terme de qualité. Cette mesure, bien qu'abolie en 1990, imprègne encore le système d'éducation puisque les écoles conservent une grande liberté dans la

---

<sup>24</sup> Renzo Donayre et Anghela Inga, *op. cit.*, p.8.

<sup>25</sup> Hervé Kempf, *op. cit.*, p.11.

détermination de leur cursus scolaire. Par exemple, les heures de cours pour certaines matières restent malléables et les sujets abordés demeurent à la discrétion des enseignements.<sup>26</sup>

## **LE MOUVEMENT ÉTUDIANT FACE AU SYSTÈME POLITIQUE**

L'analyse du système politique est une composante importante de la théorie des structures d'opportunité politique. Elle est un des principaux outils faisant le lien entre les mouvements sociaux et le système politique d'un État.<sup>27</sup> Selon Sidney Tarrow, le degré d'ouverture d'un système face à un mouvement social définit la réceptivité de la classe politique à ses revendications, et en conséquence joue un rôle important dans le déclenchement et l'évolution de cette mobilisation. « Les incidents dans les confrontations éclatent dans des configurations où l'État est fermé aux revendications protestataires, alors que dans les États ouverts aux demandes des acteurs, les manifestations jouent par exemple un rôle mineur.<sup>28</sup> » Dans le cas de la grève étudiante au Chili, la fermeture du système politique a participé à double titre à la mobilisation étudiante. Elle a contribué à l'avènement politique du mouvement et à ses difficultés actuelles. Nous verrons comment cette fermeture est en grande partie liée au legs de la dictature.

### *Fermeture de la droite*

L'élection de Sebastián Piñera à la présidentielle de 2010 a représenté un véritable changement de garde pour le Chili. Depuis le retour à la démocratie, aucun parti de la droite n'avait remporté les élections présidentielles.<sup>29</sup> Divisés entre la Concertation (gauche) et la Coalition pour le changement

---

<sup>26</sup> Cristián Cox, *op.cit.*, p.11-12.

<sup>27</sup> Anne Revillard, L'École Normal Supérieure de Cachan, Projet Melissa, « La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisation, opportunités politique et processus de cadrage », En ligne : <http://www.melissa.ens-cachan.fr/spip.php?article502>, page consultée le 27 décembre 2011.

<sup>28</sup> Didier Le Saout, « Les théories des mouvements sociaux structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective », *Insanyat*, No 8 (1999), p.153.

<sup>29</sup> Depuis le retour à la démocratie, le système politique chilien est divisé sur l'axe gauche-droite en deux grandes coalitions. La coalition de gauche est la Concertation. Elle réunit trois principaux partis : la Démocratie chrétienne, le Parti pour la démocratie et le Parti socialiste. La coalition de droite est la Coalition pour le changement. Elle réunit l'Union démocrate indépendante et le parti de la Renovation nationale. Pour en savoir davantage sur ce sujet, consulter : Pierre Ostiguy, « La transformation du système de partis chilien et la stabilité politique dans la post-transition », *Politique et Sociétés*, vol. 24, no 2-3 (2005), p.109-146.

(droite), les trois précédents présidents représentaient tous la gauche. Succédant à Michelle Bachelet, Présidente socialiste élue sous la bannière de la Concertation, l'élection de Piñera ferma la porte aux revendications des étudiants. Fier héritier du legs politique et économique de la dictature, le parti du président, la Renovation nationale, vise à renforcer les logiques de marché au sein du système d'éducation.

*Conformément au libéralisme centré sur l'individu, la RN s'oppose à la tendance vers la massification de la personne et veut stimuler la liberté individuelle, expliquant que la capacité de réflexion personnelle est un pré requis pour assumer la responsabilité de son propre destin [...]. Par ailleurs et de façon beaucoup plus marquée que [l'Union Démocrate Indépendante], la RN met l'accent sur le fait que l'entreprise privée est le pilier de base irremplaçable dans une société libre pour le développement économique et social [car] son initiative, son dynamisme et sa capacité de création favorisent le progrès.<sup>30</sup>*

À la différence, le Parti socialiste de Michelle Bachelet, se disait en faveur d'une plus grande redistribution sociale tel que demandé par les représentants étudiants. Demeurant critiques des dérives capitalistes, les socialistes prétendent toujours lutter contre toute forme d'oppression faisant de l'émancipation et de l'égalité des chances le cœur de leur conception de la liberté à l'encontre de tout comportement égoïste et exclusif.<sup>31</sup> À ce sujet, il n'est pas étonnant que le gouvernement de Bachelet ait poussé de l'avant l'adoption de la nouvelle loi organique de 2006, la *Loi générale de l'éducation* (LGE), afin d'accroître le rôle de l'État dans la promotion d'une éducation de qualité. À l'inverse, Piñera ferma la porte à toutes propositions étudiantes. Par exemple, deux solutions ont été proposées par le mouvement étudiant. La première visait à renationaliser le cuivre afin d'éviter la fuite des capitaux à l'étranger et maximiser les ressources publiques.<sup>32</sup> La seconde était la réforme du système fiscal afin d'augmenter directement les revenus de l'État.<sup>33</sup> La réponse du président a été catégorique pointant le danger de la nationalisation et de l'imposition à la croissance économique et à l'investissement étranger.

---

<sup>30</sup> *Ibid.*, p.121.

<sup>31</sup> Partido socialista, *Declaración de principios*, En ligne : <http://www.pschile.cl/ps.php>, page consultée le 4 janvier 2011.

<sup>32</sup> CONFECH, *Demandas*, En ligne : <http://fech.cl/blog/2011/04/30/demandas-confech/>, page consultée le 23 novembre 2011.

<sup>33</sup> El Diario de Antofagasta, *El clamor de mineros y estudiantes: Renacionalización del cobre*, En ligne : <http://www.diarioantofagasta.cl/el-pais/2441>, page consultée le 20 novembre 2011.

### Fermeture du système politique

Les difficultés rencontrées par le mouvement étudiant ne se réduisent pas à l'élection de la droite et de Sebastián Piñera. En effet, malgré son alliance historique avec le Parti socialiste, le mouvement étudiant a beaucoup de difficulté à trouver une représentation qui porte fruit. À ce sujet, le système politique chilien a des implications particulières pour toute formation de gauche. Premièrement, la transition démocratique a ancré le système politique dans une structure électorale complexe et spécialement favorable à la droite politique minoritaire. Élaboré par Jaime Guzmán, un des principaux bras droits de Pinochet durant la dictature, le système électoral chilien est fait de telle façon qu'il oblige les partis politiques à former des coalitions pour récolter des sièges à la chambre des représentants et au Sénat, sans quoi ils sont exclus de la scène politique.<sup>34</sup> Le système électoral chilien a la particularité de permettre aux partis politiques de se présenter aux élections individuellement tout en cumulant les intentions de vote au sein de coalition. Par exemple, la Coalition pour le changement peut présenter deux candidats issus de deux partis différents dont les votes bien que concurrents sont cumulés.

*En général, les partis, les coalitions ou les indépendants présentent des listes comportant un maximum de deux candidats par circonscription, et ce, tant pour les élections de la Chambre des députés que du Sénat. Les électeurs votent pour le candidat de leur choix. Le premier siège appartient à la liste ayant obtenu le plus grand total de votes et le représentant élu est le candidat ayant récolté le plus de votes sur cette liste. Pour remporter les deux sièges, la liste doit obtenir deux fois le nombre de votes de la seconde liste. Ce système oblige les partis à former des coalitions électorales puisque le seuil véritable à atteindre est très élevé : la liste qui est en tête doit obtenir 33,4 % du total des votes pour remporter un siège. Mais pour remporter les deux sièges, une liste doit recevoir 66,7 % de l'ensemble des votes.<sup>35</sup>*

En conséquence, la coalition minoritaire est avantagée puisque la répartition des sièges n'est pas attribuée en fonction des partis et de leur plus grand nombre de votes, mais sur la base des listes présentées. Ainsi, comme les partis de droite représentent environ 40 % du suffrage, ce qu'avait discerné Guzmán, ils bénéficient d'une plus grande influence dans le débat politique obtenant plus de

---

<sup>34</sup> Peter Siavelis, « Continuity and change in the Chilean party system : On the transformational effects of electoral reform », *Comparative Political Studies*, Vol.30, No.6 (1997), p.657.

<sup>35</sup> Le Réseau du savoir électoral ACE, *Chili : un système régi par les intérêts des élites*, En ligne : [http://aceproject.org/ace-fr/topics/es/esy/esy\\_cl](http://aceproject.org/ace-fr/topics/es/esy/esy_cl), page consultée 14 décembre 2011.

sièges qu'ils devraient n'en obtenir. Par exemple, en vertu de l'article 127 de la constitution chilienne, la transformation d'une loi organique telle celle de l'Éducation nécessite l'appui du 4/7 de la chambre des représentants ainsi que du Sénat pour être modifiée.<sup>36</sup> Considérant que la droite est surreprésentée et que les revendications étudiantes se situent à gauche de l'échiquier politique, une réforme en profondeur du système d'éducation est très peu probable. De plus, les partis membres de la Concertation pour s'assurer la majorité des sièges au Congrès doivent former une coalition large avec des partis centristes obligeant nécessairement une dérive à droite de leur consensus politique. C'est pourquoi la Loi organique constitutionnelle sur l'Éducation adoptée en 1990 et la LGE de 2006 n'ont en rien transformé les fondements du système d'éducation au Chili.

De plus, le faible appui du mouvement étudiant sur la scène politique s'explique du fait que son principal représentant est exclu de la scène politique. En effet, le Parti communiste (PC) milite depuis plus de 40 ans à une réforme viscérale du modèle économique chilien. En éducation, ses positions sont calquées sur les revendications du mouvement étudiant. D'ailleurs Camila Villajo, ancienne présidente de la FECH, a manifesté à plusieurs reprises ses liens étroits avec cette formation politique.<sup>37</sup> Toutefois, du fait de sa radicalité et de son caractère antisystème, le PC se situe en dehors de la scène politique. Comme l'explique Peter Siavelis, le pouvoir des petits partis dans le système actuel est la balance du pouvoir qu'ils réussissent à obtenir au sein des coalitions afin de permettre au groupe d'obtenir un pourcentage suffisant à l'obtention des deux sièges.<sup>38</sup> Cependant, pour tous les partis refusant d'entrer au sein d'une coalition aucun gain électoral ne peut être réalisé. Le PC, par exemple, refuse de s'allier aux partis de la Concertation. En conséquence son pouvoir se réduit à néant, malgré qu'il reçoit entre 3 et 5 % des intentions de vote.<sup>39</sup>

### **MOBILISATION ÉTUDIANTE ET MÉCONTENTEMENT SOCIAL**

L'analyse des structures d'opportunités politiques accorde beaucoup d'importance à l'État comme conjoncture déterminante à l'action sociale. Cependant, comme le soutient William Gamson, la

---

<sup>36</sup> Republica de Chile, *Constitución política*, En ligne : [http://www.senado.cl/prontus\\_senado/site/edic/base/part/constitucion.html](http://www.senado.cl/prontus_senado/site/edic/base/part/constitucion.html), page consultée le 3 janvier 2012.

<sup>37</sup> Peter Siavelis, *op.cit.*, p. 664.

<sup>38</sup> *Idem.*

<sup>39</sup> Pierre Ostiguy, *op.cit.*, p.140.

dimension culturelle par laquelle s'organise et se légitime une mobilisation est tout autant importante. « La dimension culturelle [inclut] des éléments comme la légitimité, la conscience de classe, le climat ou l'humeur nationale, le *zeitgeist*, le discours public et les cadres médiatiques.<sup>40</sup> » La mobilisation au Chili ne fait pas exception. En effet, le mouvement étudiant s'est inscrit dans une vague de contestation beaucoup plus large et médiatisée en réaction à l'héritage politique et économique de la dictature. La répression policière, notamment, a suscité une indignation particulière en faveur du mouvement étudiant.

### *Le mouvement étudiant dans la vague du mécontentement*

La mobilisation étudiante au Chili n'est pas la première à avoir dénoncé les politiques économicistes du gouvernement de Sebastián Piñera. Dès l'investiture du président, en janvier 2010, une vague de mécontentement s'est initiée en réaction au désengagement de l'État et à sa complaisance vis-à-vis des intérêts privés.

*[La mobilisation étudiante] vient gonfler un peu plus le fleuve de la protestation sociale, déjà nourri par diverses mobilisations à travers le pays : en faveur d'une meilleure redistribution des profits liés à l'extraction du cuivre à Calama, du maintien du prix du gaz à Magallanes, de l'indemnisation des victimes du tremblement de terre de janvier 2010 sur la côte, du respect des Indiens Mapuches dans le sud, ou encore de la diversité sexuelle à Santiago.<sup>41</sup>*

Plus particulièrement, selon le sociologue Enrique Aliste, professeure à l'Université du Chili, le mouvement étudiant s'est constitué sur le refus des barrages hydroélectriques.<sup>42</sup> Mis en chantier par la multinationale italienne Endesa-Enel, associé au groupe chilien Colbún, le projet HydroAysén projette la construction de cinq immenses barrages hydro-électrique en Patagonie, un projet économique jugé profitable par le milieu des affaires et les membres du gouvernement, mais comportant d'importants risques selon les écologistes et les communautés environnantes. Malgré les recommandations faites par les mouvements sociaux et les spécialistes, le projet a été approuvé par les membres du gouvernement et certains députés et sénateurs de la Concertation, et ce, sans la moindre consultation

---

<sup>40</sup> Anne Révillard, *op. cit.*

<sup>41</sup> Victor de la Fuente, « Pour en finir (vraiment) avec l'ère Pinochet », *Le Monde diplomatique*, août 2011, p.14.

<sup>42</sup> Hervé Kempf, *op. cit.*

citoyenne. En réaction, plus de 30,000 personnes se sont mobilisées, au cours du mois de mai 2011 en plus de susciter l'indignation parmi la population.<sup>43</sup>

Selon Aliste, c'était la première fois dans l'histoire du Chili que la population se mobilisait pour des raisons environnementales, mais, à son avis, cette mobilisation révélait un sentiment beaucoup plus profond d'injustice face à la complaisance des dirigeants politiques envers les grandes entreprises privées plutôt qu'envers les besoins de la population. C'est pourquoi le mécontentement populaire est venu renforcer le mouvement étudiant en froid avec le désengagement de l'État et l'intérêt privé. De plus, un des principaux éléments déclencheurs à cette reprise du mécontentement a été un reportage révélé par les médias sur le détournement de fonds publics par des institutions privées en mai 2010. Ce scandale obligea le ministre de l'Éducation à ne pas renouveler le permis d'exploitation de l'institution semi-public et défendre le système d'éducation mixte auprès de l'électorat. Les appuis au mouvement se sont rapidement manifestés par la suite. Les étudiants réussirent à obtenir l'appui de l'opinion publique à concurrence de 89%.<sup>44</sup> Et, ils rejoignirent un nombre considérable d'associations de parents d'élèves, d'organisations non gouvernementales (ONG), de différents recteurs d'université et de plusieurs syndicats, dont ceux des enseignants, des fonctionnaires publics, du personnel de la santé et des travailleurs du secteur minier.<sup>45</sup> Enfin, le mouvement étudiant réussit également à miser sur cette vague en faisant de l'éducation un enjeu national pour le développement du pays. Un de leurs slogans était d'ailleurs *La educacion es de todos* [l'éducation est l'affaire de tous].<sup>46</sup>

### Réaction à la répression policière

Le recours à la Loi de sécurité de l'État criminalisa les manifestations étudiantes. Héritée de la dictature, cette loi autorise des peines lourdes pour toutes personnes troublant l'ordre public. Selon le ministre de l'Intérieur, Rodrigo Hinzpeter, la paralysie occasionnée par les manifestations étudiantes représentait un risque pour la sécurité nationale justifiant des peines allant jusqu'à trois ans de prison à ceux qui occupaient les établissements d'enseignement et les autres lieux publics.<sup>47</sup> Le 4 août

---

<sup>43</sup> Victor de la Fuente, *op. cit.*, p.15.

<sup>44</sup> Frederico Quilodran, *op. cit.*

<sup>45</sup> Victor de la Fuente, *op. cit.*

<sup>46</sup> *Idem.*

<sup>47</sup> Frederico Quidran, *op. cit.*

dernier, par exemple, estimant qu'il y a « une limite à tout », le président faisait interdire une manifestation sur l'avenue Alameda. Résultat, la répression y fut systématique avec plus de 870 interpellations.<sup>48</sup> La loi permit également à la police de réclamer sans mandat judiciaire des images prises par des photographes ou des cameramans. Plusieurs ONG, dont Reporters sans frontières, ont rapidement condamné cette loi, estimant qu'il s'agissait d'une attaque contre la liberté d'expression. La répression policière a aussi été un sujet d'actualité dans les médias internationaux au point où des manifestations se sont organisées en Europe et dans les Amériques en solidarité avec les étudiants chiliens.<sup>49</sup> Les dirigeants du mouvement étudiant, Camila Villejo, Giorgio Jackson et Francisco Figueroa, ont même entrepris un voyage en Europe pour forger des solidarités et un appui international. Plus localement, l'infiltration du mouvement étudiant par des policiers et la mort d'un jeune étudiant de 16 ans, Manuel Gutiérrez, ont suscité un profond malaise parmi la population expliquant pourquoi seulement 22% de l'opinion publique a trouvé acceptable la gestion de la crise par le gouvernement.<sup>50</sup>

## **CONCLUSION**

Après 20 ans de retour à la démocratie, les réformes adoptées durant le régime militaire continuent de marquer les institutions chiliennes et leurs imaginaires politiques. Comme nous l'avons vu, les réformes entreprises en 1980 et 1981 sont au cœur des revendications du mouvement étudiant tout en expliquant leurs difficultés de représentation politique. L'imaginaire de société chilienne est lui aussi marqué par l'héritage de la dictature, un imaginaire que les mouvements sociaux transforment de mobilisation en mobilisation. D'ailleurs, à défaut d'avoir obtenu gain de cause pour le moment, un des succès du mouvement étudiant est sans doute d'avoir transformé quelque peu l'imaginaire politique chilien. En effet, une des initiatives du mouvement est d'avoir soutenue l'idée d'une nouvelle assemblée constituante pour le Chili, un élément relativement nouveau dans le débat public, mais qui s'impose comme un débat essentiel à leur victoire du mouvement étudiant ainsi que l'objet d'un consensus en devenir parmi les organisations de la société civile, conscientes des contraintes politiques imposées par la Constitution « de la dictature ».

---

<sup>48</sup> Victor de la Fuente, *op. cit.*, p.14.

<sup>49</sup> Frederico Quidran, *op. cit.*

<sup>50</sup> Victor de la Fuente, *op. cit.*

## BIBLIOGRAPHIE

Banque mondiale. *Chili*. En ligne : <http://donnees.banquemondiale.org/pays/chili>. Page consultée le 4 janvier 2012.

CONFECH. *Demandas*. En ligne : <http://fech.cl/blog/2011/04/30/demandas-confech/>. Page consultée le 23 novembre 2011.

Cornejo, Rodrigo. « El experimento educativo chileno 20 años después : una mirada crítica a los logros y falencias del sistema escolar ». REICE. Vol. 4. No. 1, p.118-129.

De la Fuente, Victor. « Pour en finir (vraiment) avec l'ère Pinochet ». *Le Monde diplomatique*, août 2011, p.14-16.

Donayre, Renzo. Inga, Anghela. « Conflicto estudiantil en Chile : la educación en debate ». *Revista andina de estudios políticos*. No 7 (2011), 32 pages.

El Diario de Antofagasta. *El clamor de mineros y estudiantes: Renacionalización del cobre*. En ligne : <http://www.diarioantofagasta.cl/el-pais/2441>. Page consultée le 20 novembre 2011.

El monstrador, *Movimiento estudiantil da sólida demostración de poder y gobierno acusa fines políticos*. En ligne : <http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2011/06/30/movimiento-estudiantil-da-solidademostracion-de-poder-y-gobierno-acusa-fines-politicos/>. Page consultée le 12 décembre 2011.

FECH. *Discurso Gabriel Boric cambio de Mando FECH 2012*. En ligne : <http://fech.cl/blog/2011/12/27/discurso-gabriel-boric-cambio-de-mando-fech-2012/>. Page consultée le 4 janvier 2012.

Kempf, Hervé. « Au Chili, le printemps des étudiants ». *Le Monde diplomatique* (Paris), octobre 2011, p.11-13.

Klein, Naomi. *La stratégie du choc ; La montée d'un capitalisme du désastre*. Lèmeac Éditeur : Toronto, 2008, 672 pages.

La Nación. *Universidad Central: Estudiantes en paro indefinido*. En ligne : <http://www.lanacion.cl/universidad-central-estudiantes-en-paro-indefinido/noticias/2011-04-04/170540.html>. Page consultée 12 décembre 2011.

Le Réseau du savoir électoral ACE, *Chili : un système régi par les intérêts des élites*, En ligne : [http://aceproject.org/ace-fr/topics/es/esy/esy\\_cl](http://aceproject.org/ace-fr/topics/es/esy/esy_cl), page consultée 14 décembre 2011.

Le Saout, Didier. « Les théories des mouvements sociaux structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective ». *Insanyat*. No 8 (1999), p.145-163.

Mathieu, Lilian. « Qu'est-ce qui déclenche les mobilisations? ». Chapitre 2. In *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*. p.37-60. Paris : Textuel, 2004.

Ostiguy, Pierre. « La transformation du système de partis chilien et la stabilité politique dans la post-transition ». *Politique et Sociétés*. Vol. 24. No 2-3 (2005), p.109-146.

Partido socialista. *Declaración de principios*. En ligne : <http://www.pschile.cl/ps.php>. Page consultée le 4 janvier 2011.

PNUD. *Rapport sur le développement humain; Durabilité et Équité Un meilleur avenir pour tous*, New York : PNUD, 2011, 195 pages.

Quilodran, Frederico. « Chili : les étudiants redescendent dans la rue après la rupture des négociations ». *La Presse Canadienne*. Jeudi 6 octobre 2011, p.2.

Republica de Chile. *Constitución política*. En ligne : [http://www.senado.cl/prontus\\_senado/site/edic/base/part/constitucion.html](http://www.senado.cl/prontus_senado/site/edic/base/part/constitucion.html). Page consultée le 3 janvier 2012.

Revillard, Anne. L'École Normal Supérieure de Cachan. Projet Melissa. « La sociologie des mouvements sociaux : strures de mobilisation, opportunités politique et processus de cadrage ». En ligne : <http://www.melissa.ens-cachan.fr/spip.php?article502>. Page consultée le 27 décembre 2011.

RFI. *Chili : le mouvement des élèves et des étudiants touche-t-il à sa fin?* En ligne : [http://www.rfi.fr/aef\\_player\\_popup/rfi\\_player#](http://www.rfi.fr/aef_player_popup/rfi_player#). Page consultée le 12 décembre 2011.

Siavelis, Peter. « Continuity and change in the chilean party system : On the transformational effects of electoral reform ». *Comparative Political Studies*. Vol.30. No.6 (1997), p.651-674.